LE SENS DES ÉLECTIONS EN ALBANIE SOCIALISTE

Marc LAURENT

Le contenu des élections varie avec le contenu de la démocratie. Le but des élections diffère selon qu'elles se déroulent en système capitaliste ou en système socialiste. Les élections organisées par la bourgeoisie au pouvoir ont pour but principal de duper le peuple. En organisant périodiquement son jeu électoral où tous les dés sont pipés, la bourgeoisie cherche à persuader le travailleur qu'il détient, avec son bulletin de vote, une « parcelle de pouvoir » qui, avec celles de ses concitoyens, forment la « souveraineté populaire ». Mais depuis plus d'un siècle que ce système existe, le « souverain » fait plutôt figure d'esclave, et, quels que soient le numéro des Républiques et la couleur des « élus du peuple », c'est toujours le despotisme du capital sur le travail, la dictature d'un petit nombre d'accapareurs au détriment de l'immense majorité travailleuse.

Les élections organisées par le prolétariat au pouvoir ont un tout autre but : celui de déléguer un pouvoir que les masses travailleuses *possèdent déjà dans la pratique* —et encore, cette « délégation de pouvoir » est-elle assortie de toute une série de conditions (tels que contrôle régulier de l'élu, possibilité de le révoquer, etc.). Nous insistons : un pouvoir que les travailleurs possèdent *déjà*. Le prolétariat, par l'intermédiaire de son Parti communiste, détient le pouvoir, tout le pouvoir, qu'il a arraché à la bourgeoisie : les élections ont alors pour but de confier certaines tâches centrales (encore nécessaires sous le socialisme) à des délégués (députés, fonctionnaires, juges...) considérés comme des serviteurs du peuple, responsables devant lui. Tel était, selon Marx, le but des élections pendant la Commune de Paris :

> « Au lieu de décider une fois tous les trois ou six ans quel membre de la classe dirigeante devait « représenter » et fouler aux pieds le peuple au Parlement, le suffrage universel devait servir au peuple constitué en communes, comme le suffrage individuel sert à tout autre employeur en quête d'ouvriers, de contrôleurs et de comptables pour son affaire » (« La guerre civile en France », E.S., p. 65.)

Mais pourquoi faut-il encore des organismes représentatifs, donc des *élections*, dans le régime socialiste ? Lénine l'a souvent expliqué, notamment dans l' « Etat et la Révolution » dont nous nous contenterons de citer ces extraits :

> « Nous ne pouvons concevoir une démocratie, même une démocratie prolétarienne, sans organismes représentatifs (...) Il ne saurait être question de supprimer d'emblée, partout et complètement, le fonctionnarisme. C'est une utopie. Mais *briser* d'emblée la vieille machine administrative pour commencer sans délai à en construire une nouvelle, permettant de supprimer graduellement tout fonctionnarisme, cela *n'est pas* une utopie, c'est l'expérience de la Commune, c'est la tâche urgente, immédiate du prolétariat révolutionnaire (...)
>
> Nous ne sommes pas des utopistes. Nous ne « rêvons » pas de nous passer *d'emblée* de toute administration, de toute subordination ; ces rêves anarchistes, fondés sur l'incompréhension des tâches qui incombent à la dictature du prolétariat, sont franchement étrangers au marxisme et ne servent en réalité qu'à différer la révolution socialiste jusqu'au jour où les hommes auront changé. Nous, nous voulons la révolution socialiste avec les hommes tels qu'ils sont aujourd'hui, et qui ne se passeront pas de subordination, de contrôle, de surveillants et de comptables ».
>
> (« Œuvres choisies », tome II, p. 374-375.)

Il faut donc, sous le socialisme, combiner discipline et liberté, exercice indirect et direct du pouvoir, contrôle par en-haut (« subordination », dit Lénine) et par en-bas — bref : centralisme et démocratie.

Toutefois, cela ne va pas sans créer des contradictions. Parmi les « contradictions au sein du peuple », Mao Tsé toung cite précisément ce type de contradiction :

> « Entre le gouvernement populaire et les masses, il y a également des contradictions. Ce sont notamment celles qui existent entre les intérêts de l'Etat, de la collectivité et de l'individu, entre la démocratie et le centralisme, entre les dirigeants et les dirigés, entre certains travailleurs de l'Etat au style de travail bureaucrati-

que et les masses populaires ». (« Essais philosophiques », p. 90.)

Mais ces contradictions peuvent être résolues, car, sous la dictature du prolétariat, les institutions représentatives et le principe électif ont un contenu entièrement nouveau, défini par trois conditions :

1° Suppression du parlementarisme.

2° Contrôle des masses sur les organes élus comme sur tout organe de l'appareil d'Etat.

3° Participation de plus en plus active et directe des masses au gouvernement du pays.

Tel est le *cadre général* dans lequel se déroulent les élections en Albanie, où le socialisme est garanti par la dictature du prolétariat.

Un jour d'élections en Albanie

La *mobilisation* de tout le peuple albanais le jour des élections des députés témoignerait à elle seule que la démocratie n'est pas un vain mot lorsqu'elle reçoit un contenu prolétarien, socialiste. Cette sorte de ferveur qui s'empare des masses populaires ce jour-là est le point d'aboutissement d'une campagne électorale au cours de laquelle les masses n'ont pas cessé de se mobiliser pour faire connaître leur volonté, tirer le bilan de la précédente législature, choisir le candidat député, contrôler la préparation des élections, etc. Nous le verrons plus loin, ce sont les masses elles-mêmes qui mènent la campagne électorale, et non le seul candidat député.

Les dernières élections en Albanie ont été organisées le 20 septembre 1970. Les résultats sont éloquents :

- Inscrits : 1 097 123
- Suffrages exprimés : 1 097 123
- Voix pour les candidats du Front démocratique : 1 097 123, soit 100 %.

Pourquoi une telle participation et une telle unanimité ?

Parce qu'en votant, les travailleurs albanais ont conscience d'exercer *leur pouvoir :* ceux qu'ils vont élire, ce sont des travailleurs comme eux, souvent leur compagnon de travail, des gens en qui ils ont confiance parce qu'ils les connaissent bien et qu'ils peuvent contrôler leur activité en permanence.

Dans le discours qu'il a prononcé le 18 septembre 1970 devant les électeurs de sa circonscription, Enver Hoxha a indiqué :

> « Les élections chez nous sont diamétralement opposées à celles organisées par la bourgeoisie, et cela dans les principes, le contenu, le but et dans la pratique. Chez nous, elles sont essentiellement populaires, révolutionnaires. Les députés des conseils populaires et de l'Assemblée populaire sont des gens du peuple, élus et révocables par le peuple. Ils votent des lois révolutionnaires dans l'intérêt du peuple et ils appliquent eux-mêmes et en commun avec le peuple ces lois, les ordonnances et les normes socialistes, révolutionnaires. La volonté des larges masses du peuple est souveraine et celui-ci peut annuler ces lois et ordonnances, les corriger et les amender s'il les trouve inopportunes, vieillies ou erronées. »

Voilà qui explique l'empressement des Albanais à se rendre dans les bureaux de vote le jour des élections — puisque, dès 8 heures du matin (soit deux heures après l'ouverture des bureaux de vote), presque toute l'Albanie a déjà voté !

Une peu d'histoire : comment sont apparues les élections en Albanie

Comme toute révolution, qu'elle soit de libération nationale ou qu'elle soit prolétarienne, la révolution albanaise ne s'est pas produite à l'issue d'une consultation électorale — fût-elle « démocratique »... C'est après un long combat, mené par les ouvriers, les paysans et la jeunesse en armes, sous la direction du Parti communiste, que l'occupant allemand fut chassé et les classes réactionnaires albanaises renversées. Un *pouvoir des conseils,* du type de la Commune de Paris et des soviets de Russie, fut alors instauré en Albanie.

Le peuple albanais avait pour tradition séculaire de réunir des « assemblées » ou des « conseils » chaque fois qu'il avait à engager une lutte contre un envahisseur ou à régler ses propres problèmes intérieurs. Au cours de la seconde guerre mondiale, dans la lutte contre l'occupant italien puis allemand,

les masses albanaises ont renoué avec cette vieille tradition, mais en lui donnant un contenu entièrement nouveau du fait du caractère anthentiquement populaire de la lutte, de la direction du prolétariat et de son Parti, et de l'expérience des soviets.

A partir de 1942 surtout, les masses populaires albanaises, sous la direction du Parti communiste, *créèrent elles-mêmes directement* des « conseils de libération nationale ».

Ces conseils étaient des *organes d'union* du peuple albanais en lutte : tous les courants politiques qui combattaient réellement l'occupation fasciste y étaient représentés.

C'était également des organes de *l'insurrection populaire antifasciste* qui mobilisaient le peuple pour la lutte et l'insurrection armées.

C'était enfin des *organes de pouvoir populaire* qui, dans les campagnes déjà libérées, exerçaient de plus en plus une fonction de gouvernement.

Ils étaient, tout comme la Commune de Paris, tout comme les soviets, *le pouvoir agissant des masses populaires dressées dans la lutte, pouvoir révolutionnaire et démocratique.*

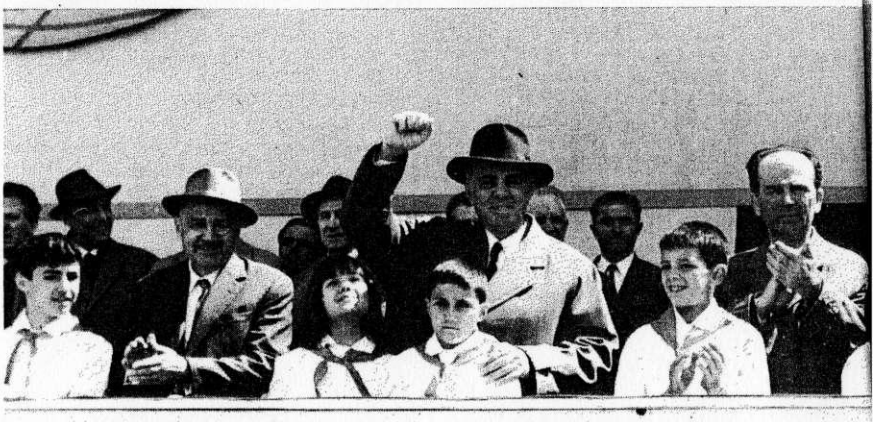
D'où ces conseils détenaient-ils leur autorité ? Certes pas du suffrage universel (par ailleurs impossible dans les conditions de l'occupation), mais *du peuple en armes uni dans la lutte contre l'occupant.* Tout comme la Commune de Paris détenait son autorité du peuple en armes contre la bourgeoisie. Ces conseils de libération nationale (C.L.N.) étaient *le seul et authentique pouvoir du peuple albanais.*

Ils n'étaient donc pas seulement une *organisation de combat,* mais aussi une *organisation d'Etat,* certes à un stade encore embryonnaire et limité dans les années 42-43, mais que le Parti communiste albanais se donnait précisément pour tâche de renforcer.

Ce nouveau pouvoir populaire devait s'édifier sur les ruines de l'ancien pouvoir des bourgeois et des propriétaires terriens soutenus par l'occupant nazi — et contre les manœuvres des « alliés », les Anglais et les Américains, qui voulaient installer en Albanie un régime à leur dévotion.

Les efforts du P.C.A. pour renforcer ce pouvoir populaire naissant culminent avec le congrès de Përmet (premier Congrès antifasciste de libération nationale) réuni les 24-28 mai 1944, alors que la moitié de l'Albanie se trouve encore sous le contrôle de l'occupant nazi et des traîtres. Le congrès de Përmet instaure l'*Etat de démocratie populaire,* dirigé par un gouvernement démocratique provisoire, et transforme l'A.L.N. en *armée régulière* de cet Etat.

En raison des circonstances de la lutte, les élections des délégués à ce Congrès se firent à mains levées : c'étaient les premières élections démocratiques en Albanie. *Ainsi les délégués au Congrès représentaient les masses populaires insurgées* contre les nazis et les classes réactionnaires albanaises.



Le Congrès élut le Conseil antifasciste de libération nationale, qui fut le corps législatif *et exécutif* suprême du pays, la première assemblée populaire ayant existé en Albanie.

En octobre 1944, le gouvernement provisoire devient le *gouvernement démocratique de l'Albanie,* avec Enver Hoxha comme président.

« Le nouvel Etat albanais et ses organes supérieurs étaient le résultat de la lutte libératrice et révolutionnaire du peuple albanais, sous la conduite du Parti communiste.

Le pouvoir des conseils de libération nationale en Albanie différait totalement de l'ancien pouvoir, tant par la forme que par le contenu. Il n'avait rien de commun non plus avec

aucune forme de pouvoir existant dans les régimes parlementaires bourgeois. Comme type de pouvoir politique, il s'apparentait à la Commune de Paris et aux soviets. Néanmoins, il conservait une entière originalité conformément aux conditions objectives de l'Albanie et aux circonstances de la lutte de libération nationale du peuple albanais. » (« Histoire du P.T.A. », p. 223.)

En mai 1945, les élections aux organes locaux du pouvoir eurent lieu et, en décembre de la même année, les élections à l'Assemblée constituante. Il faut noter que *déjà,* alors, les bases du socialisme avaient été jetées : création du secteur socialiste, réforme agraire...

Furent exclus du droit de vote, les anciens ministres des gouvernements traîtres, les criminels de guerre et les gens privés des droits civiques.

Une liste unique de candidats fut présentée par le Front démocratique, qui s'était créé entre-temps. Les réactionnaires tentèrent de se présenter sur une liste opposée au Front, mais leur projet échoua, ne trouvant aucun appui dans le peuple. Alors ils décidèrent de boycotter ces élections et appelèrent le peuple à... l'abstention. « L'esprit civique » n'est pas au-dessus des classes.

Il y eut 90 % de votants et 93 % de suffrages pour les candidats du Front démocratique, les vrais représentants du peuple, qui furent élus sur la base des mérites dont ils avaient fait preuve dans la lutte contre l'occupant, et dont ils faisaient preuve dans la construction du socialisme.

Ainsi apparurent les premières élections en Albanie : pour venir sanctionner et renforcer un *état de fait,* l'existence d'un pouvoir authentiquement *populaire,* créé par les masses insurgées elles-mêmes dans le feu du combat.

Comment les élections peuvent-elles être démocratiques avec un Parti et une liste uniques ?

C'est la question que posent, à dessein, les idéologues bourgeois : comment des élections peuvent-elles être démocratiques quand le peuple n'est pas libre de *choisir,* puisque il y a un seul parti, le Parti communiste, et une liste ou un candidat unique ? On verra plus loin que le choix populaire porte davantage sur la *candidature* du député que sur son élection. Mais là n'est pas la question fondamentale. La nature de classe du pouvoir politique n'est pas déterminée par la forme du système électoral. On le voit bien quand on examine les choses de plus près : dans les démocraties bourgeoises, plusieurs partis présentent des candidats aux élections — mais si *tous* ces partis sont des partis bourgeois (comme c'est le cas en France), où est l'intérêt de « choisir » entre eux ? En Albanie, les candidats sont tous membres du Front

démocratique *, mais ce sont des travailleurs dévoués, d'authentiques serviteurs du peuple, qui démontrent quotidiennement *aux yeux de tous* qu'ils sont prêts à tout faire pour la révolution, pour embellir la patrie socialiste, pour améliorer le bien-être du peuple et défendre ses libertés. Et s'ils ne tiennent pas leurs engagements ou bien deviennent inactifs ou dégénèrent en politiciens antipopulaires, ils peuvent être *révoqués*. Si ces candidats se présentent sur une liste *unique*, c'est qu'il n'y a pas de contradictions fondamentales, antagoniques au sein d'un peuple qui travaille à édifier le socialisme : la liste unique reflète la profonde *unité du peuple* autour de son Parti communiste et de son pouvoir populaire. Mais cette unité est le résultat de la plus large *démocratie de masse :* le socialisme ne peut être édifié par des esclaves, mais par des hommes conscients, libres, et qui se révolutionnarisent sans cesse. Le seul système où l'homme puisse élever sa conscience et se révolutionnariser, c'est le système de la *démocratie prolétarienne :* c'est-à-dire le système où les travailleurs peuvent progressivement gérer eux-mêmes, directement, toutes les affaires du pays.

En Albanie, les élections ont une telle forme démocratique, elles sont l'occasion d'une telle manifestation populaire de masse, pour la raison que le prolétariat a pris le pouvoir et que, instaurant sa dictature contre les réactionnaires féodaux et bourgeois, et les chassant, il a du même coup mis à la disposition des masses anciennement opprimées mille moyens *pratiques* pour assurer *leur pouvoir* et pour le *contrôler*.

Tant qu'existent la propriété privée et, par suite, l'exploitation de la majorité du peuple par une petite minorité de capitalistes, la démocratie n'est qu'une mystification, le Parlement et les élections ne sont que des « *instruments fantoches* » (selon l'expression de Lénine). Le Parlement bourgeois n'a en fait *aucun* pouvoir. La véritable « besogne d'Etat » se fait ailleurs, dans les coulisses et dans les banques, par ceux qui détiennent les moyens de production et par leur personnel politique.

Le travailleur, le producteur réel de toutes les richesses de la nation, n'a aucun moyen de participer au parlement bourgeois (soi-disant expression de la « souveraineté populaire »). Ce parlement est un *corps étranger* aux masses travailleuses.

La bourgeoisie dresse mille obstacles devant les masses travailleuses pour les empêcher même de formuler une opinion politique : fatigué et usé par le travail, matraqué par une propagande autant insidieuse que diversifiée dans ses moyens, le travailleur voit même les libertés fondamentales, comme la liberté de réunion, de presse, tronquées de diverses manières.

La bourgeoisie veut que la classe ouvrière, et l'ensemble des travailleurs, ne soit qu'une *force productive* (exploitable à merci), qui ne se manifeste comme force politique que dans le jeu tronqué des élections, où *l'isoloir* remplit bien sa fonction : morceler la grande force collective de la classe ouvrière.

Un politicien bourgeois averti comme Michel Debré ne comprend pas autrement la « démocratie » — quand il écrit dans « Ces princes qui nous gouvernent » :

> « Le propre de l'individu est de vivre d'abord sa vie quotidienne ; ses soucis et ceux de sa famille l'absorbent. Le nombre des citoyens qui suivent les affaires publiques avec le désir d'y prendre part est limité *(par qui ?)* : il est heureux qu'il en soit ainsi *(c'est clair !)*.
>
> La cité, la nation où chaque jour un grand nombre de citoyens discuteraient de politique serait proche de la ruine *(entendez : de notre ruine à nous, capitalistes)*. La démocratie, ce n'est pas l'affectation permanente des passions ni des sentiments populaires à la discussion des problèmes d'Etat.
>
> Le simple citoyen, qui est un vrai démocrate, se fait, en silence *(c'est la « majorité silencieuse »)*, un jugement sur le gouvernement de son pays, et lorsqu'il est consulté à dates régulières, pour l'élection d'un député par exemple, il exprime son accord ou son désaccord.
>
> Après quoi, comme il est normal et sain, il retourne à ses préoccupations

(*) Organisation de masse dirigée par le Parti et regroupant, sur la base des quartiers, l'immense majorité du peuple albanais.

personnelles — qui ont leur grandeur — ne serait-ce que par ce qu'elles ont de nécessaire, non seulement pour chaque individu, mais pour la société. »

Debré va très loin : il n'est, bien sûr, pas question pour ce prince que les travailleurs aient une quelconque parcelle de pouvoir politique — mais ils ne sauraient même pas *discuter* de politique sans risquer d'entraîner la « ruine » de la « nation ». Conclusion rigoureusement exacte, à condition de remplacer « nation » par « classe bourgeoise ».

Suppression du parlementarisme bourgeois

Si les institutions représentatives sont nécessaires au système socialiste, elles ne doivent ni être des organes formels (« fantoches ») ni devenir les instruments de domination d'une nouvelle classe bourgeoise. Elles doivent, au contraire, permettre au prolétariat et à ses alliés, à l'ensemble des masses travailleuses, d'exercer réellement *leur* pouvoir, elles doivent être un des moyens par lesquels le peuple participe de plus en plus directement au gouvernement du pays.

En Albanie, l'exercice du pouvoir politique par le peuple est garanti par trois facteurs :

1° Union du législatif et de l'exécutif ;

2° Le peuple contrôle le législatif ;

3° Le peuple contrôle *directement* l'exécutif.

—o—

I. Les élections générales ont lieu :

— pour les 264 députés de l'Assemblée populaire ;

— pour les conseils populaires de ville, de village, de quartier (il s'agit des anciens C.L.N.) ;

— pour les tribunaux populaires (juges et juges-adjoints).

Ce dernier point (comment la justice est rendue en Albanie) mériterait tout un développement. Bornons-nous à mentionner qu'en France, où le juge est censé rendre la justice *au nom du peuple,* il est *désigné* par l'Etat, alors qu'en Albanie il est élu par le peuple et, surtout, contrôlé constamment et directement par lui (en même temps que par l'Assemblée populaire).

La séparation entre l'exécutif et le législatif est un des principes fondamentaux de la démocratie *bourgeoise.* L'essence de cette séparation tient en ceci, que l'exécutif (le gouvernement, le chef de l'Etat, l'appareil administratif et les fonctionnaires de cet Etat) n'est soumis à aucun contrôle, ni du législatif, ni a fortiori du « peuple souverain », et qu'il peut appliquer les lois et mener sa politique comme bon lui semble, c'est-à-dire dans le strict intérêt de la poignée d'exploiteurs capitalistes. Ainsi, dans la pratique, des lois peuvent être votées et rester lettres mortes, ou encore elles peuvent être votées mais dénaturées dans leur application par l'exécutif.

Une loi de finances (impôts antipopulaires...), si elle n'est pas votée dans les soixante-dix jours qui suivent son dépôt à l'Assemblée, peut être mise en vigueur *par ordonnances* par le gouvernement. D'ailleurs cette promulgation d'ordonnances est un droit permanent de l'exécutif : chacun se souvient des mauvais coups des ordonnances gaullistes de 1966 sur la Sécurité sociale, l'emploi...

Le fameux article 16, qui permet au président de la République de décréter quand il le veut « l'état d'urgence » et de s'accorder, ouvertement cette fois, tous les pouvoirs, confirme la toute puissance de l'exécutif et sa supériorité sur le législatif.

En Albanie, les organes, élus par le peuple (les conseils populaires, l'Assemblée populaire), *élisent l'exécutif* (les conseils exécutifs, le gouvernement). Ainsi, le jour des élections, le gouvernement démissionne, et c'est la nouvelle Assemblée qui réélit un gouvernement.

Le principe fondamental est que *les organes exécutifs sont entièrement soumis aux organes qui les ont élus :*

— le gouvernement est totalement responsable, pour l'ensemble de sa politique, devant l'Assemblée, et il est constamment contrôlé par elle : pour le Plan, la politique intérieure et extérieure, etc. ;

— l'Assemblée contrôle la Haute-Cour, le Procureur général...

L'Assemblée populaire albanaise n'est nullement un lieu de parlottes ni un

« organe fantoche ». C'est exactement cette « *Assemblée agissante* » dont parle Marx à propos de la Commune de Paris. Elle vote des lois révolutionnaires (suppression de l'impôt sur le revenu, réforme de l'enseignement visant à sa révolutionnarisation, en y incluant un mois de préparation militaire et deux mois de travail à la production...), et *elle est responsable de l'application effective de ces lois.* Les députés doivent travailler eux-mêmes, « appliquer eux-mêmes et en commun avec le peuple les lois révolutionnaires » (Enver), en vérifier eux-mêmes les effets, en répondre directement devant leurs électeurs.

Nous allons concrétiser cela en évoquant la figure du député albanais.

——o——

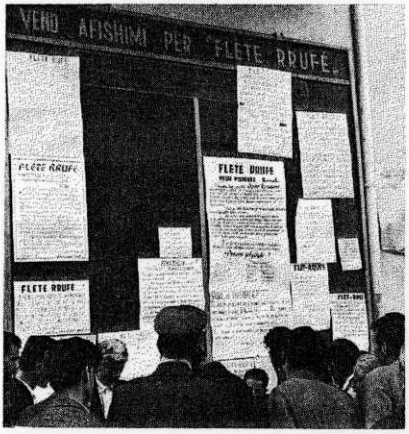
II. Les masses exercent leur contrôle constant et direct sur l'Assemblée populaire elle-même.

En Albanie, on ne désigne pas une fois pour toutes un député qui, ensuite, pendant quatre ans, peut voter n'importe quelle loi, passer n'importe quelle combine, se faire acheter par n'importe qui comme c'est le lot, tôt ou tard, de tous nos politicailleurs. En Albanie, le contact entre le député et les masses qu'il représente *ne fait que commencer avec la campagne électorale.*

Dans les pays capitalistes, la campagne électorale donne l'occasion aux politiciens candidats de se livrer à un assaut de promesses creuses, de coups bas, d'insultes, de mensonges, de publicités grossières. Le candidat « flirte » avec ses électeurs, recherchent leur contact de manière démagogique.

Dans un pays socialiste comme l'Albanie, la campagne électorale est quelque chose de beaucoup plus sérieux. Il s'agit pour le peuple de choisir les meilleurs de ses fils, les travailleurs les plus avancés, combatifs, courageux, les meilleurs représentants de l'homme nouveau socialiste.

S'il y a liste unique lors du scrutin, le *choix* s'opère en fait *avant* le jour des élections, lors de la présentation des candidats par le Front démocratique. La candidature du député doit être ratifiée par les masses de sa circonscription. *C'est le peuple qui donne en quelque sorte son « investiture » au candidat.* Chaque candidat est connu (la



Discussion devant un panneau de « feuilles foudres » : en les écrivant, tout travailleur peut critiquer (ou féliciter) depuis ses camarades jusqu'aux comités exécutifs et aux ministères.

chose est facile puisqu'il y a un député pour 8 000 habitants), et le peuple peut formuler des objections sur ses qualités, sa biographie, son activité professionnelle et politique. Ainsi les meilleurs sont *choisis* pour être candidats.

Une fois ce choix effectué, des réunions sont organisées entre le candidat et ses électeurs. Si le candidat est un ancien député, il fait le bilan critique de son activité. Puis il fait des propositions pour les quatre années de la future législature, et il écoute les suggestions des masses. Ces réunions sont massivement suivies, et les salles immenses dont disposent les travailleurs dans chaque quartier et chaque village suffisent à peine à contenir une foule toujours enthousiaste et active.

Ainsi la campagne électorale est pour le peuple une période de discussions critiques, de lutte idéologique, de bilan des progrès effectués, de propositions créatrices pour aller encore plus loin dans l'édification du socialisme. Le camarade Enver Hoxha dit à ce sujet dans son discours électoral :

> « Durant la campagne électorale, le peuple travailleur dresse le bilan de son travail créateur, met en lumière les meilleurs côtés et les aspects négatifs de l'action accomplie, des hommes, des institutions, des formes et des méthodes de travail, il critique

les insuffisances et les défauts, adopte et soutient les actions progressistes, décide de promouvoir et porter au pouvoir les hommes de progrès et de la révolution ininterrompue. Cela, le peuple le fait dans des réunions larges, ouvertes, libres, sans le moindre obstacle et sans la moindre crainte. Désormais politiquement mûr, il a acquis le droit de critiquer tous ceux qui font des erreurs, de condamner tous ceux qui commettent des fautes, de louer et d'encourager ceux qui travaillent bien, et il est conscient de la véritable force de la démocratie de la majorité, de notre démocratie prolétarienne. »

Ces contacts entre le député et ses électeurs ne s'arrêtent pas à la campagne électorale. *Tous les six mois,* le député est obligé de rencontrer ses électeurs pour donner des explications sur son activité, pour rapporter ce qu'on a fait avec leurs propositions et leurs critiques, pour rendre compte des travaux de l'Assemblée, etc. Le député ne recherche pas ces contacts seulement dans les réunions massives ; il doit les multiplier sur son lieu de travail, à l'occasion des réunions de son organisation de masse, etc.

Tout projet de loi est envoyé aux députés deux mois avant la séance plénière de l'Assemblée. Le député doit alors mener des discussions libres sur ce projet avec les masses de sa circonscription. Ensuite, il rend compte de ces discussions dans l'une des multiples commissions de l'Assemblée, qui analyse les objections et les propositions et retient ce qui est fondamental.

La plupart du temps, des centaines d'amendements sont apportés au projet de loi sur la base de ces discussions de masse. Ainsi la loi votée est vraiment révolutionnaire, au service du peuple. Et s'il s'avère, à l'expérience, qu'elle a des défauts, le peuple peut proposer à son député de la modifier, de la perfectionner.

Toutefois, le contrôle suprême et décisif du peuple sur son Assemblée est garanti par le principe de la REVOCABILITE. Le député albanais est un délégué et un serviteur du peuple : s'il devient inactif ou qu'il dégénère, s'il dévie de la route tracée par le peuple, s'il oublie sa dépendance envers le peuple, envers ses électeurs, *alors ceux-ci ont le droit de le révoquer,* avant la fin de son mandat.

Ce principe fondamental de la démocratie prolétarienne a été adopté voici un siècle par la Commune de Paris. Quelle démocratie bourgeoise, même la plus « démocratique », osera jamais le pratiquer ? *Aucune.* Parce qu'elle mettrait alors entre les mains du peuple une arme de poids pour rejeter l'illusion électoraliste. La démocratie bourgeoise a pour principe non la révocabilité, non la dépendance des députés envers leurs électeurs, mais leur complète indépendance.

Le peuple albanais n'a pas à utiliser souvent ce droit de révocabilité. Les députés qu'il a choisis sont des ouvriers d'avant-garde qui se sont distingués dans la lutte et dans le travail d'édification socialiste ; ce sont des coopérativistes qui ont toujours travaillé à l'amélioration des conditions de vie des paysans, qui ont mené la lutte contre les coutumes et les idées rétrogrades, les survivances du passé féodal ; ce sont des intellectuels populaires, des artistes qui ont mis leur art au service du peuple, etc. Ces députés n'ont aucun privilège matériel : ils continuent à exercer leur profession et à recevoir le salaire qui lui correspond. Simplement, ils ont droit à un congé pour suivre les sessions de l'Assemblée, et ils touchent une indemnité qui rembourse les frais de voyage et de séjour dans la capitale.

Par contre, ils ont le privilège moral de représenter le pouvoir et la volonté du peuple. Et si, par malheur, ils tiraient de ce privilège un quelconque bénéfice personnel, ou s'ils manifestaient une quelconque supériorité envers le peuple, alors le principe de la révocabilité jouerait, et ils seraient rappelés par leurs électeurs.

—o—

III. Enfin, le peuple contrôle *directement* l'ensemble de l'appareil d'Etat.

Le pouvoir populaire, né dans la lutte révolutionnaire, issu du pouvoir des conseils de libération nationale, ce pouvoir doit demeurer révolutionnaire : c'est-à-dire à la fois être entièrement au service du peuple, contrôlé à tous ses maillons par le peuple, et associer toujours plus à ses activités le peuple lui-même. Bref, il doit, comme le disent

les Albanais, se « révolutionnariser » sans cesse.

La figure du député socialiste, le rôle des élections, l'activité de l'Assemblée populaire et des conseils populaires se comprennent dans le cadre de cette révolutionnarisation permanente du pouvoir.

Quel en est l'aspect principal ? C'est la lutte contre le bureaucratisme, lutte continuelle pour révolutionnariser et *conserver* le pouvoir prolétarien. Pourquoi *conserver* le pouvoir ? parce que, même après la révolution, la question primordiale reste la question du pouvoir d'Etat. Il ne suffit pas que les élections et les instances élues aient telle ou telle forme : il faut qu'elles aient un contenu *prolétarien*, qui s'approfondisse sans cesse dans le sens d'un renforcement de la dictature du prolétariat et d'une participation plus directe des masses au gouvernement du pays.

En Union soviétique, les élections ont sensiblement la même *forme* qu'en Albanie (sauf qu'elles sont *indirectes*), il y a encore la *forme* des soviets. Mais ils n'ont plus rien à voir avec les soviets créés par les masses insurgées, et renforcés en tant qu'organes d'Etat par le Parti de Lénine et de Staline. Parce que le pouvoir a changé de mains : il n'est plus au prolétariat, mais entre les mains d'une nouvelle bourgeoisie bureaucratique.

Les Albanais veulent éviter ce dramatique retour en arrière en luttant pour la révolutionnarisation continue du pouvoir, contre le bureaucratisme.

Nous nous contenterons d'indiquer ici les grands principes et orientations de cette lutte, simplement pour faire comprendre *dans quel cadre joue le principe électif en Albanie.*

1° *Les rapports entre les cadres dirigeants et les masses travailleuses.*

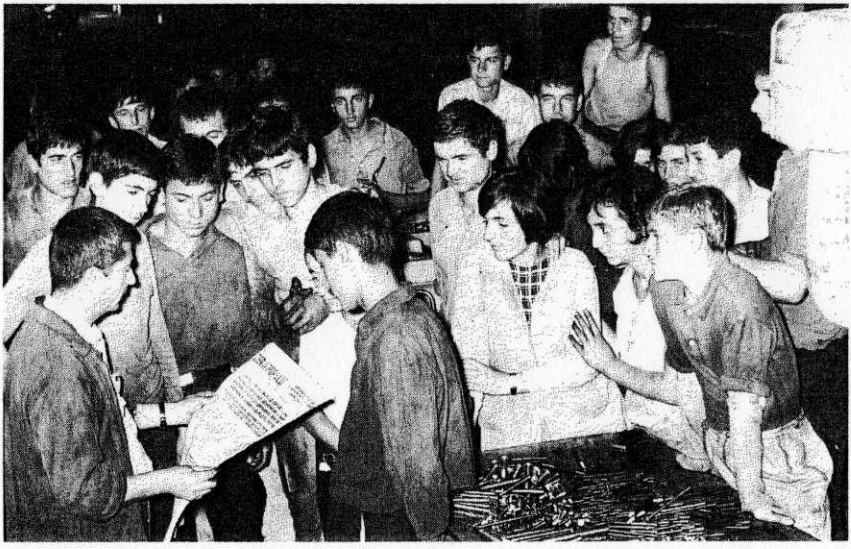
Les « rapports socialistes » ne comprennent pas seulement les rapports de propriété. Ces derniers ne peuvent être réellement *socialistes* que s'il existe de justes rapports entre les cadres dirigeants et les masses.

En Union soviétique, les relations cadres/masses ont le contenu suivant : domination des cadres sur les masses ; soumission des masses aux cadres ; contrôle unilatéral des masses par les cadres. On ne peut parler de socialisme !

Les mesures prises en Albanie pour instaurer de véritables rapports socialistes entre les cadres et les masses sont connues :

— Rotation des cadres du poste dirigeant à la base, et inversement ;

— Dépendance des cadres non seule-



ment d'en haut, mais aussi *directement* des masses, d'en bas. Toute nomination de cadre est soumise à l'approbation des travailleurs, qui doivent rencontrer le cadre, discuter de sa biographie, de ses mérites et défauts, etc. ;

— Réduction des écarts de salaires entre les cadres et les masses : le rapport des salaires est actuellement de 1 à 3 en moyenne ;

— Participation directe des cadres à la production : un directeur d'usine doit faire cent jours de travail productif par an ; les cadres administratifs partent à la production pour plusieurs années, etc.

Reportons-nous à ce propos à ce que dit Nexhmije Hoxha :

« Marx et Engels considéraient le droit de choisir et de révoquer les fonctionnaires comme un des principaux traits distinctifs de l'Etat socialiste. L'établissement d'un tel droit a été l'une des mesures les plus essentielles que prit la Commune de Paris pour empêcher que les représentants et les employés de la classe ouvrière ne tendent à en devenir les dominateurs.

Le Parti conseille constamment de consulter la masse à propos de la nomination de chaque cadre. Le Parti a souligné et il ne cesse de souligner avec vigueur que les travailleurs ont leur mot à dire, même pour les cadres qui sont nommés par en-haut. Le camarade Enver Hoxha a soulevé de nouveau cette question au plenum du Comité du Parti du district de Mat, où il a dit notamment : « La décision (de la nomination d'un directeur) doit être prise après consultation préalable des ouvriers, après que ceux-ci auront donné leur approbation au sujet du candidat ; ils devront être incités à se lever et à dire devant tous ce qu'ils savent sur le candidat en question, et si à leur avis celui-ci doit être nommé directeur ou non... Quand on constate que la grande majorité a donné un avis favorable sur lui, alors on met sa nomination aux voix. Et ce n'est qu'à l'issue d'une telle procédure que l'organe légalement compétent pour cette nomination doit examiner cette proposition. » (Publié dans « Albanie aujourd'hui », n° 4, page 12).

On notera l'analogie avec la désignation des candidatures des députés.

Ainsi, les cadres sont placés dans de *conditions sociales* telles qu'ils ne peu vent dégénérer et être tentés de domine le peuple.

2° *Lutte contre le formalisme dan l'Assemblée populaire et les conseil populaires élus directement par le masses.*

Ces organes élus ne doivent pas avoi un rôle purement formel (« fantoche ») mais doivent exercer effectivement *tou* le pouvoir. Le caractère populaire d pouvoir est altéré lorsque chaque chos est réglée par les organes exécutifs, le organes élus directement par le peupl n'approuvant que de manière formelle les décisions.

Le fond du problème revient à trouve un juste rapport entre centralisme e démocratie (dont, d'ailleurs, le rappor cadres/masses, évoqué plus haut, constitue un autre aspect). Dans ce sens, le Parti du Travail d'Albanie a pris des mesures pour élargir les compétences des organes de base, afin que ceux-ci, qui sont directement en liaison avec les masses, aient davantage de responsabilités et puissent participer plus activement aux décisions.

3° *L'élargissement de la démocratie de masse.*

En Albanie, à l'étape actuelle de l'édification du socialisme, l'aspect principal de la révolutionnarisation du pouvoir et de la lutte contre le bureaucratisme est *l'élargissement de la participation directe des masses à la résolution des affaires de l'Etat.* Les Albanais jugent que le sort de la Révolution dans leur pays est lié à un tel élargissement. C'est dire son importance !

Là encore, il s'agit du rapport entre centralisme et démocratie. Le P.T.A. estime, sur la base de l'expérience de la révolution albanaise, que le rapport centralisme/démocratie n'est pas immuable : il se développe sans cesse selon un processus dialectique, à mesure que se développe la révolution socialiste elle-même.

Comment élargir la démocratie, c'est-à-dire comment accroître la participation directe des masses à la gestion des affaires de la société ? Dans ce domaine où il défriche une voie nouvelle, le P.T.A. est en train d'accumuler une expérience extrêmement riche et originale.

Il a pris des mesures pour que les décisions ne soient pas imposées d'en haut, mais prises par les masses elles-mêmes. Nous pouvons évoquer un exemple. Lorsqu'il s'est agi, voici quelques années, de révolutionnariser l'Ecole, le Parti a mobilisé les larges masses afin qu'elles décident elles-mêmes quelle réforme prendre. Les ouvriers et les paysans, après avoir étudié ce qu'ont dit les classiques du marxisme-léninisme sur cette question, sont allés dans les écoles : ils ont discuté avec les élèves, les professeurs, les représentants du ministère de l'Education. De ce véritable mouvement de masse sont sorties des dizaines de milliers de propositions pour faire de l'Ecole albanaise une école socialiste, révolutionnaire, prolétarienne, imprégnée de l'idéologie marxiste-léniniste.

Mais la voie la plus importante qui conduit les masses à la participation au gouvernement du pays est le *contrôle ouvrier.*

Le VI[e] congrès du P.T.A. (novembre 1971) a souligné que *ce contrôle ne doit rencontrer aucune limitation :* il doit s'exercer sur tous et sur tout, *y compris sur les organes du Parti* *. D'autre part, il ne doit pas s'exercer dans un cadre étroit, limité (une entreprise par exemple), mais il doit s'intéresser aux questions *principales* de la ligne du Parti et de la politique de l'Etat prolétarien. *La classe ouvrière doit exercer son contrôle sur toute la société.*

Ainsi le peuple contrôle *directement* l'exécutif et l'ensemble de l'appareil d'Etat prolétarien. Tous les fonctionnaires de cet appareil doivent prendre des contacts réguliers avec les travailleurs, dans des réunions de masse au cours desquelles ils présentent un bilan critique de leur travail. Ils doivent écouter les objections des masses, et en tirer des *conséquences pratiques,* vérifiables par les masses elles-mêmes.

4° *La révolutionnarisation permanente de l'armée.*

La démocratie socialiste doit, bien entendu, être développée aussi dans le domaine militaire.

Le peuple doit être armé : l'armement du peuple exclut la possibilité que l'armée soit un instrument de domination du peuple. *Armer le peuple, c'est un aspect important de la démocratie socialiste.*

Une armée du peuple, l'armée des ouvriers et des paysans, ne peut pas fonctionner comme une armée bourgeoise : la discipline y est consciente, les grades sont supprimés, les rapports entre officiers et soldats sont fraternels et démocratiquees, le *commissaire politique* est la figure principale, etc.

Le pouvoir populaire, né dans la lutte armée, formé au tout début des conseils des ouvriers et paysans en armes contre l'occupant et les traîtres, ce pouvoir demeure celui du peuple en armes, il est garanti par l'armement de tout le peuple.

———o———

Comme on le voit, les contradictions qui viennent de l'existence d'organismes représentatifs — et qui sont au fond les contradictions entre *centralisme* et *démocratie* — sont étudiées avec soin par le Parti du Travail d'Albanie. La voie qu'il suit pour les résoudre — celle de l'élargissement continu de la démocratie prolétarienne en faisant participer toujours plus les travailleurs au gouvernement du pays — c'est la voie qui conduit au communisme. Alors l'Etat se sera éteint, et la démocratie avec tous ses attributs (élections, assemblées représentatives, etc.) aura disparu.

(*) Sur cette question importante, lire le discours de Nexhmije Hoxha dans « Albanie aujourd'hui » n° 4.

Editions NAIM FRASHERI :

Histoire du Parti du Travail d'Albanie 11 F

Enver Hoxha :
Rapport présenté au sixième Congrès du P.T.A. ..... 8 F

Dépositaire :

E - 100
B.P. 120
75962 Paris — Cédex 20